



Chapitre M-30

LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

- Chef.** **1.** Le ministère du Conseil exécutif est présidé par le premier ministre.
- Personnel.** Les officiers de ce ministère sont le secrétaire général du conseil exécutif, ci-après appelé «le sous-ministre», un greffier et autant d'employés qu'il est nécessaire pour le bon fonctionnement du ministère.
-
- S. R. 1964, c. 16, a. 1; 1977, c. 14, a. 1.
- Signature de documents.** **2.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au premier ministre en sa qualité de président du ministère, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un autre fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du gouvernement publié dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Appareil automatique.** Le gouvernement peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.
- Fac-similé.** Le gouvernement peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le premier ministre.
-
- 1977, c. 14, a. 2.
- Force probante.** **3.** Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par une personne autorisée à signer ce document conformément au premier alinéa de l'article 2, est authentique et a la même valeur que l'original.
-
- 1977, c. 14, a. 2.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 16 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre M-30 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 16

Chapitre M-30

**LOI DU MINISTÈRE
DU CONSEIL EXÉ-
CUTIF**

**LOI SUR LE MINISTÈ-
RE DU CONSEIL EXÉ-
CUTIF**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 3

1 - 3

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

